



Affaire suivie par : Stéphanie VILELA ARRESTIER – Tél : 05.57.04.49.54

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO230/2025

Marché n° 4600XXXXXX

**ETUDE ET REALISATION D'UN BANC D'ASSEMBLAGE
DIT « RETICULE V2 » AVEC REPRISE DU MARBRE ET DES
TABLES DE ROTATION EXISTANTS**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le
siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au
Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS
B 775 685 019, représenté par **Monsieur Michel DEBRUYNE** agissant en qualité de Chef du
Département des Lasers de Puissance,

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par
Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à
l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait éléction de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit :
15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait éléction de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Nombre total de pages : 16

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET3

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES3

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS3

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....4

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX4

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE.....4

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION5

ARTICLE 8 : MODALITES DE LEVEE D'OPTION6

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE6

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE.....6

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES.....6

ARTICLE 12 : AVANCE8

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....9

ARTICLE 14 : PENALITES10

ARTICLE 15 : PROTECTION DU SECRET.....11

ARTICLE 16 : PERSONNEL DU TITULAIRE12

ARTICLE 17 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....13

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....15

ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET CALENDRIER D'EXECUTION.....16



ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet l'étude et la réalisation d'un banc d'assemblage dit « réticule V2 » avec reprise du marbre et des tables de rotation existants pour le compte du Département des Lasers de Puissance.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité réf. SYM S930Z ZWF AS- 25000027 A signé par les Parties dans sa version applicable,
- le Cahier des Charges (CdC) réf. INS S015Z ZWF CDC 25000028 A - DO 8/25,
- le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire réf. **XX du XX/XX/XXXX.**

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le Cahier des Charges référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Poste n°1 – forfaitaire et ferme : Phase d'Etude (avant-projet sommaire AVPS et détaillé AVPD) validées par le CEA,
- Poste n°2 – forfaitaire et ferme : Approvisionnements (hors matériel CEA listés au cahier des charges), Réalisation du banc d'assemblage réticule 2 et Recette usine en présence du CEA (essais décrits au cahier des charges),
- Poste n°3 – forfaitaire et ferme : Transport, Installation au CEA CESTA et Recette sur site,
- Poste n°4 – forfaitaire et ferme : Garantie légale non valorisable financièrement (incluant une hotline, pièces et main d'œuvre) de 12 mois,
- Poste n°5 – forfaitaire et optionnel : Hotline et Garantie (pièces et main d'œuvre) d'une année supplémentaire,

- Poste n°6 – forfaitaire et optionnel : Outillages de réglages tel que décrit au cahier des charges,
- Poste n°7 – forfaitaire et optionnel : Grandissement piloté tel que décrit au cahier des charges,
- Poste n°8 – forfaitaire et optionnel : Mise au point pilotée tel que décrit au cahier des charges,
- Poste n°9 – forfaitaire et optionnel : Barillet de filtre piloté tel que décrit au cahier des charges.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réception par le Titulaire de la notification faite par le CEA (soit T0) pour une durée de **XX semaines** (délai souhaité par le CEA 30 semaines). Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution. Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

Le Titulaire s'engage à respecter le calendrier d'exécution figurant en annexe 2.

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- comme interlocuteurs techniques :
 - pour le CEA : ANTIGNY Damien Tél : 05.57.04.52.95
 - **pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**
- comme interlocuteurs commerciaux :
 - pour le CEA : Stéphanie VILELA ARRESTIER Tél : 05.57.04.49.54
 - **pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans Les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations.

Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.



ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées :

- sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses propres locaux ou ceux de son (ses) sous-traitant (postes 1 à 2 et 6 à 9).
- sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations (postes 3 à 5).

Les prestations sont réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) du lundi au vendredi entre 7h30 et 17h30. Pour rappel, l'horaire collectif de travail du CEA/CESTA correspond à la plage horaire 7h55 – 16h35.

7.2 - CONDITIONS DE LIVRAISON

Les fournitures demandées dans le cadre du présent marché sont livrées franco d'emballage, de port et d'assurance. Elles sont acheminées aux risques et périls du Titulaire.

Les livraisons sont effectuées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) à l'adresse suivante :

Parc scientifique et technologique Laseris 1
Avenue du Médoc
Bâtiment BEHL
33114 LE BARP

durant les heures d'ouverture du lundi au vendredi de 7h à 11h.

Les colis acceptés par la réception pour le contrôle aux rayons X doivent impérativement être de dimensions inférieures à 145 cm de large, 160 cm de haut et 150 cm de long.

Les chauffeurs effectuant une livraison sur le site du CESTA doivent être munis d'une pièce d'identité en cours de validité.

7.3 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges.

7.4 - REUNIONS DE SUIVI

Un certain nombre de réunions est prévu au cours de l'exécution du présent marché. Elles sont détaillées dans le Cahier des Charges.

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire est chargé de rédiger un compte-rendu qui doit être soumis à l'acceptation expresse préalable du CEA (*interlocuteur technique*).



ARTICLE 8 : MODALITES DE LEVEE D'OPTION

La levée des postes optionnels 5 et 6 sont notifiées par le CEA au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante (exemple : par voie dématérialisée avec accusé de lecture), au plus tard 15 (TRENTÉ) jours avant leur début d'exécution. Si un poste n'est pas levé ou n'est que partiellement levé, aucun dédit ou indemnisation n'est versé par le CEA au Titulaire.

La levée des postes optionnels 7 à 9 est notifiée par le CEA au Titulaire au plus tard à la contractualisation du marché. Si un poste n'est pas levé ou n'est que partiellement levé, aucun dédit ou indemnisation n'est versé par le CEA au Titulaire.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

Les opérations de réception ont lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Elles interviennent dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA, après la réalisation d'essais satisfaisants.

Les opérations de réception donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

Les périodes de garanties applicables au présent marché sont celles issues des dispositions légales en vigueur ou à défaut celles visées dans les Conditions Générales d'Achat référencées dans l'article 2 ci-avant.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES

11.1 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant total du présent marché s'élève à la somme forfaitaire de **XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations forfaitaires et fermes,**
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations forfaitaires et optionnelles (et le cas échéant révisables),**

La décomposition des montants par postes est présentée en annexe 2 du présent marché.

11.2 - REGIME FISCAL

ARTICLE 11.2.1 – REGIME FISCAL POUR L'EQUIPEMENT

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023 sont soumis à TVA.

ARTICLE 11.22 – REGIME FISCAL POUR LES PRESTATIONS (études, réalisation, recettes et garantie)

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

11.3 - REVISION DES PRIX

Les soumissionnaires peuvent proposer une autre formule de révision de prix (pondération/nature des indices) que celle proposée par le CEA dans le projet de marché qui paraîtrait plus pertinente avec l'objet du marché. Le CEA exercera alors un arbitrage définitif, parmi les propositions reçues, lors de la dernière phase de questions/réponses de la phase offre (SOIT AU PLUS TARD A LA DATE LIMITE DE QUESTIONS DES SOCIÉTÉS soit le 15/09/2025), et informera l'ensemble des soumissionnaires de la mise à jour de cette dernière en mettant à jour le projet de marché avant la date limite de réponse aux questions par le CEA soit le 19/09/2025.

Les prix proposés au titre du présent marché sont établis aux conditions économiques du mois de 2025 (mois de remise de l'offre).

Les postes fermes et forfaitaires ne sont pas révisables. Les postes optionnels, dont la levée interviendrait après T0 + 12 mois, sont révisables à la date de leur levée respective.

La mise à jour fait l'objet d'une demande écrite de la part du Titulaire, au moment de la levée, faisant ressortir le développement de la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \times 0.15 + 0.85 \left((0.65 \times \frac{ICHTN_t}{ICHTN_0}) + (0.35 \times \frac{MIG EBI_t}{MIG EBI_0}) \right)$$

P ₀	Prix du marché
P	Prix révisé
ICHTN ₀	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (réf. INSEE 001565183), du mois de 2025 (mois de remise de l'offre)
ICHTN _t	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire
MIG	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBI –

EBI ₀	Energie et Biens intermédiaires (réf. INSEE 010764357) du mois de 2025 (mois de remise de l'offre)
MIG EBI _t	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire

Il appartient au CEA de faire connaître sa position sur la demande de révision de prix émise par le Titulaire.

Dans le cas où l'application de la formule de révision conduirait à une augmentation > à 3% l'an par rapport au prix initial (ou au dernier prix révisé ou à la valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée), le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les prix ainsi révisés s'appliquent pour toute la durée de l'option.

ARTICLE 12 : AVANCE

12.1 - CONDITIONS GENERALES D'OCTROI DES AVANCES PAR LE CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30 % du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

12.2 - AVANCE ACCORDEE AU TITULAIRE

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut de l'entreprise retenue. (PME ou supérieur)

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5 % OU 30 % OU le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance OU les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

12.3 - MODALITES DE PAIEMENT ET DE REMBOURSEMENT

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA à compter du terme de paiement correspondant au poste n°2 puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

12.4 - AVANCE ACCORDEE AUX SOUS-TRAITANTS

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 11.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

13.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le CEA procède au paiement du présent marché selon l'échéancier suivant :

- **Poste n°1 :**
 - 100 % du montant hors taxes du poste 1 à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception des livrables documentaires attendus au titre du poste 1.
- **Poste n°2 :**
 - Paiement partiel de 40 % du montant hors taxes du poste 2 à la constatation sans réserves par le CEA du service fait (approvisionnements dûment contrôlés et individualisés au nom du CEA).
 - 60 % du montant hors taxes du poste 2 à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception des essais satisfaisant en usine et des livrables documentaires attendus au titre du poste 2.
- **Poste n°3 :**
 - 100 % du montant hors taxes du poste 3 à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception de l'équipement attestant de sa bonne mise en service au CEA CESTA (essais décrits au cahier des charges).
- **Poste n°5 :**
 - 100 % du montant hors taxes du poste 5 à la signature par le CEA de la lettre de levée du poste optionnel n°5.
- **Postes n°6 à 9:**
 - 100 % du montant hors taxes dudit poste à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception des prestations et livrables attendus au titre dudit poste concerné.

13.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : n° de commande SAP / P6xxx

- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix des postes forfaitaires (cf. correspondance SAP en annexe 2) font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception). A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG
SCD/BCD
Bâtiment DUNE
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation

ARTICLE 14 : PENALITES

14.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

14.1 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES

En cas de dépassement des délais contractuels, le CEA se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire une pénalité égale à 200€ par jour calendaire de retard.

Ces pénalités sont plafonnées à 10% (DIX POUR CENT) du montant ferme ou affermi HT du marché complété, modifié ou révisé.

ARTICLE 15 : PROTECTION DU SECRET

Les dispositions du présent article ne se substituent pas aux dispositions du plan contractuel de sécurité applicable.

Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

15.1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

15.2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

15.3. Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

15.4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

15.5. Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA**.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

15.6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

15.7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

15.8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

ARTICLE 16 : PERSONNEL DU TITULAIRE

16.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre.

Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

16.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.



La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil.

Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

ARTICLE 17 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

17.1 - AUDIT DE MARCHE

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

17.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

17.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

17.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA



ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

À compléter, dater, signer par le titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0						
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)										

PROCES-VERBAL DE :		Réception
		Constat d'approvisionnement
		Contrôle sur lieu de fabrication
		Montage sur site
		Mise en service industriel
		Essais
		Réception provisoire (produits informatiques uniquement)
		Réception définitive (produits informatiques uniquement)
		Avancement

Prononcé(e) sans réserves ¹		
Prononcé(e) avec réserves ¹		Motifs et énoncé des réserves :
		Les réserves devront être levées avant le : / / 2 0
Acceptation en dérogation		Date demande de dérogation : / / 2 0
Refusé ¹		Motifs du refus

Observations :

Montant à facturer en € HT								,			€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	---

POUR LE CEA											
Nom et prénom du prescripteur / Unité	Date			/			/	2	0		
	Signature :										
POUR LE TITULAIRE											
Nom et prénom et qualité	Date			/			/	2	0		
	Signature :										

Modèle SYM AZACH ZAV PVR 14000146 E

¹ Articles 30 à 35 des CGA (Conditions Générales d'Achat)

DIFFUSION RESTREINTE

Marché n° 4600XXXXXX
CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO230/2025
16/16

**ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET CALENDRIER
D'EXECUTION**

A compléter à la contractualisation

